

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/04/2024	30/04/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	2 945 376	76 816	2 868 561	969 900
Installations techniques, matériel, outillage	410 184	22 218	387 966	
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours	-457		-457	-457
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 726 375	119 112	8 607 263	4 641 731
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	12 081 479	218 146	11 863 333	5 611 175
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	380 000		380 000	
En-cours de production de biens	2 734 654	2 371 099	363 555	1 147 498
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	28 710		28 710	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	23 210		23 210	456 000
Autres créances	1 263 307		1 263 307	1 977 022
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	577 887		577 887	95 652
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 916		1 916	
ACTIF CIRCULANT	5 009 684	2 371 099	2 638 585	3 676 171
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	17 091 163	2 589 245	14 501 919	9 287 345

Rubriques		30/04/2024	30/04/2023
Capital social ou individuel	(dont versé : 110 000)	110 000	110 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		11 000	11 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		5 527 796	5 962 680
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		2 929 593	565 116
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		5 000	5 000
CAPITAUX PROPRES		8 583 389	6 653 796
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
PROVISIONS			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		2 115 737	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 480 361	1 083 779
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		10 000	15 000
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		162 671	798 416
Dettes fiscales et sociales		251 592	320 050
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		1 763 578	945
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		134 590	415 359
DETTES		5 918 529	2 633 549
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		14 501 919	9 287 345

Rubriques	France	Exportation	30/04/2024	30/04/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 453 847		2 453 847	984 641
Production vendue de services	164 928	40 456	205 383	55 385
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 618 775	40 456	2 659 230	1 040 026
Production stockée			-1 949 714	-871 385
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			375	
Autres produits			1	3
PRODUITS D'EXPLOITATION			709 892	168 644
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			411 086	36 451
Impôts, taxes et versements assimilés			17 506	628
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			73 557	17 632
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			1	1
CHARGES D'EXPLOITATION			502 150	54 712
RESULTAT D'EXPLOITATION			207 743	113 932
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 395 916	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			12 839	5 459
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 408 755	5 459
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			86 199	32 913
Intérêts et charges assimilées			86 049	11 323
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			172 248	44 236
RESULTAT FINANCIER			2 236 507	-38 777
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 444 250	75 155

Rubriques	30/04/2024	30/04/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-485 343	-489 961
TOTAL DES PRODUITS	3 118 648	174 103
TOTAL DES CHARGES	189 055	-391 013
BENEFICE OU PERTE	2 929 593	565 116



1, rue de Buffon - CS 10629
49106 ANGERS CEDEX 02



7, boulevard de Touraine
49302 CHOLET CEDEX

S.A.S. FONCIÈRE LE FEUNTEUN
2, Le Liévreau
44260 MALVILLE

**RAPPORT
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 30 AVRIL 2024**

1, rue de Buffon - CS 10629
49106 ANGERS CEDEX 02

7, boulevard de Touraine
49302 CHOLET CEDEX

S.A.S. FONCIÈRE LE FEUNTEUN
2, Le Liévreau
44260 MALVILLE

À la collectivité des associés de la société FONCIÈRE LE FEUNTEUN,

1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FONCIÈRE LE FEUNTEUN relatifs à l'exercice clos le 30 avril 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} mai 2023 à la date d'émission de notre rapport.

1, rue de Buffon - CS 10629
49106 ANGERS CEDEX 02

7, boulevard de Touraine
49302 CHOLET CEDEX

3. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 30 avril 2024 s'établit à 8 607 263 Euros, sont évalués selon les modalités décrites dans la note « Participation et autres titres » de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à vérifier le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

4. VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à la collectivité des associés.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

5. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

6. RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

1, rue de Buffon - CS 10629
49106 ANGERS CEDEX 02

7, boulevard de Touraine
49302 CHOLET CEDEX

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Angers et Cholet, le 4 septembre 2024

Cabinet BECOUZE
Représenté par Loïc de SAINT GEORGE

Commissaire aux Comptes

COGEP AUDIT CHOLET
Représenté par Sébastien GUILLOIS

Commissaire aux Comptes

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	30/04/2024	30/04/2023
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	2 945 376	76 816	2 868 561	969 900
Installations techniques, matériel, outillage	410 184	22 218	387 966	
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours	-457		-457	-457
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	8 726 375	119 112	8 607 263	4 641 731
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	12 081 479	218 146	11 863 333	5 611 175
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	380 000		380 000	
En-cours de production de biens	2 734 654	2 371 099	363 555	1 147 498
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	28 710		28 710	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	23 210		23 210	456 000
Autres créances	1 263 307		1 263 307	1 977 022
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	577 887		577 887	95 652
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 916		1 916	
ACTIF CIRCULANT	5 009 684	2 371 099	2 638 585	3 676 171
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	17 091 163	2 589 245	14 501 919	9 287 345

Rubriques	30/04/2024	30/04/2023
Capital social ou individuel (dont versé : 110 000)	110 000	110 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	11 000	11 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	5 527 796	5 962 680
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	2 929 593	565 116
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	5 000	5 000
CAPITAUX PROPRES	8 583 389	6 653 796
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS		
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 115 737	
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 480 361	1 083 779
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	10 000	15 000
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	162 671	798 416
Dettes fiscales et sociales	251 592	320 050
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 763 578	945
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	134 590	415 359
DETTES	5 918 529	2 633 549
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 501 919	9 287 345

Rubriques	France	Exportation	30/04/2024	30/04/2023
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	2 453 847		2 453 847	984 641
Production vendue de services	164 928	40 456	205 383	55 385
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	2 618 775	40 456	2 659 230	1 040 026
Production stockée			-1 949 714	-871 385
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			375	
Autres produits			1	3
PRODUITS D'EXPLOITATION			709 892	168 644
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			411 086	36 451
Impôts, taxes et versements assimilés			17 506	628
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immo. : dot. aux amort. (Dont amort. fonds. commercial)			73 557	17 632
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			1	1
CHARGES D'EXPLOITATION			502 150	54 712
RESULTAT D'EXPLOITATION			207 743	113 932
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			2 395 916	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			12 839	5 459
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			2 408 755	5 459
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			86 199	32 913
Intérêts et charges assimilées			86 049	11 323
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			172 248	44 236
RESULTAT FINANCIER			2 236 507	-38 777
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			2 444 250	75 155

Rubriques	30/04/2024	30/04/2023
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-485 343	-489 961
TOTAL DES PRODUITS	3 118 648	174 103
TOTAL DES CHARGES	189 055	-391 013
BENEFICE OU PERTE	2 929 593	565 116

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, le cas échéant, modifié par les règlements de l'Autorité des Normes Comptables postérieurs.

Elles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les frais accessoires sur achat sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les immobilisations corporelles sont composées de biens immobiliers investis dans le cadre des articles 217 undecies et 199 undecies A du CGI. La durée de portage prévue par la loi est de cinq ans à compter de la location de chaque bien immobilier.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat y compris les frais d'acquisition.
Le montant des frais d'acquisition des titres de participation inclus dans le solde à la clôture s'élève à 5 000€.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée au montant de la différence.

La foncière a acquis sur cet exercice des titres de participation à hauteur de 551 731€ et une grue pour 410 184€ dans le cadre de l'article 244 quater Y du CGI. La société s'engage à conserver les titres et à louer la grue dans le cadre exclusif d'une activité éligible à la loi d'incitation fiscale (loi pour le développement économique des outre-mer) pendant toute la durée requise par l'article 199 undecies B du CGI et pour une durée minimum de cinq ans à compter de la date de souscription et de livraison du bien.

Les comptes de la SARL ANAHERE, SAS LYLA et SAS APETAHI n'étant pas disponibles lors de cette clôture, c'est la raison pour laquelle aucune écriture relative aux titres de participation n'a été constatée.

Afin de développer son activité de foncière, la société a acquis pour 3 500 000€ de titres de participation au sein de la SAS NOUVEL ELAN BATIGNOLLES, soit 29.17% du capital. Cet investissement permettra à la FONCIERE LE FEUNTEUN ainsi que ses filiales d'avoir un carnet de commandes qui s'étalera sur plus de 5 ans. Etant donné que la NEB clôture son premier exercice au 30/06/2024, ses comptes ne sont pas disponibles lors de cette clôture.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Un amortissement dérogatoire est calculé sur les frais d'acquisition des participations sur une durée de 5 ans.

STOCK ET EN-COURS

Les stocks concernent principalement l'activité de ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) et sont évalués au coût de production de chaque programme selon la méthode de l'avancement des travaux.

Le prix de revient comprend l'ensemble des coûts engagés pour la réalisation des programmes qui sont comptabilisés en charges de la période (foncier, travaux, honoraires liés aux travaux, etc.).

Il inclut notamment :

- Les coûts de structure qui comprennent les honoraires de gestion ainsi que les honoraires de commercialisation ;
- Les frais financiers provenant des moyens de financement mis en place spécifiquement pour le programme ;
- Les études préalables.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont incluses dans les stocks si la probabilité de réalisation de l'opération est élevée. Dans le cas contraire, en cas de risque de désistement, ces frais sont constatés en charges de l'exercice par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances par voie de provision, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PARTIES LIEES

Aucune transaction avec les parties liées n'est à signaler.

AUTRES FAITS MARQUANTS

A partir de l'exercice clos en 2023, la société a initié, pour diversifier ses activités, les secteurs opérationnels suivants :

- Promotion immobilière : achat de terrains nus ou bâtis, réalisation d'opérations immobilières (construction et/ou transformation) puis vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) ou par lots,
- Marchand de biens : achat de terrains nus ou bâtis en vue de la revente en l'état.

La société a acquis sur cet exercice un immeuble de bureaux de 1 355m² situé dans le quartier de l'Eraudière à Nantes.

Ce bien est occupé à 100% par le locataire AXA.

La Foncière a également acquis une maison à Theix-Noyalò dans le but d'y construire un lot d'appartements.

INTEGRATION FISCALE

La société a conclu une convention d'intégration fiscale à compter du 01/05/2011. Les entreprises, adhérentes sont FONCIERE LE FEUNTEUN (société tête de groupe), GROUPE LE FEUNTEUN, BENETEAU CONSTRUCTION, et SERC MACONNERIE.

Depuis le 01/05/2012, trois nouvelles entités font partie de l'intégration fiscale. Il s'agit de LE FEUNTEUN CONSTRUCTION, LE FEUNTEUN MATERIEL, et CONCEPT ETUDE STRUCTURE.

La société LE FEUNTEUN VAL DE LOIRE entre dans le périmètre de l'intégration fiscale à compter du 01/05/2016.

La société LE FEUNTEUN ARMATURES rejoint le périmètre de l'intégration fiscale à compter du 01/05/2017, et La MALVILLOISE à partir du 01/05/2019.

- Impôt comptabilisé dans la société = -485 343€
- Impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire = 0€
- Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale = 0€
- Déficits reportables sur résultats propres = 0€

La société a investi dans des biens productifs neufs, et des biens immobiliers situés en Polynésie Française, dans le cadre d'un portage fiscal, sous les dispositions de l'article 244 quater Y du code général des impôts.

Le montant du projet est de 961 915€€ éligibles à la déduction fiscale permettant ainsi de réduire l'impôt à hauteur de 35% du montant investi, soit 336 670€.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	995 376		1 950 000
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			410 184
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	-457		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	994 920		2 360 184
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	4 674 644		4 051 731
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 674 644		4 051 731
TOTAL GENERAL	5 669 564		6 411 915

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre			2 945 376	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			410 184	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			-457	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 355 104	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			8 726 375	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			8 726 375	
TOTAL GENERAL			12 081 479	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	25 476	51 339		76 816
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		22 218		22 218
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 476	73 557		99 034
TOTAL GENERAL	25 476	73 557		99 034

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							
INCORPOREL.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	5 000			5 000
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	5 000			5 000
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	32 913	86 199		119 112
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	421 385	2 371 099	421 385	2 371 099
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	454 298	2 457 298	421 385	2 490 211
TOTAL GENERAL	459 298	2 457 298	421 385	2 495 211
Dotations et reprises d'exploitation		2 371 099	421 385	
Dotations et reprises financières		86 199		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	23 210	23 210	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	40 418	40 418	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	1 222 889	1 222 889	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	1 916	1 916	
TOTAL GENERAL	1 288 433	1 288 433	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	72	72		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	2 115 665	111 553	610 104	1 394 008
Emprunts et dettes financières divers	1 480 361	90 842	577 188	812 331
Fournisseurs et comptes rattachés	162 671	162 671		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices	247 724	247 724		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 868	3 868		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 501 886	1 501 886		
Autres dettes	261 692	261 692		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	134 590	134 590		
TOTAL GENERAL	5 908 529	2 514 899	1 187 292	2 206 338
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 620 805			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	108 557			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	30/04/2024	30/04/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
45587000	Intérêts courus C/C à recevoir	12 822,00		12 822,00
TOTAL AUTRES CREANCES		12 822,00		12 822,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		12 822,00		12 822,00

Compte	Libellé	30/04/2024	30/04/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16884000	Int.courus s/emp.aup.etabl.crédit	4 378,85		4 378,85
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		4 378,85		4 378,85
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810000	Fournisseurs -fres non parvenues	29 635,36	13 882,40	15 752,96
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		29 635,36	13 882,40	15 752,96
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51860000	Intérets courus à payer	72,17		72,17
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		72,17		72,17
TOTAL CHARGES A PAYER		34 086,38	13 882,40	20 203,98

Compte	Libellé	30/04/2024	30/04/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	1 915,84		1 915,84
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 915,84		1 915,84
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance	-134 590,27	-415 359,00	280 768,73
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-134 590,27	-415 359,00	280 768,73

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	110 000			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	1 250
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	1 250
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 250

IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Promesse hypothécaire	2 803 657					2 803 657
Promesse de nantissement titres	749 323					749 323
Gage grue MDT139	391 947					391 947
TOTAL	3 944 927					3 944 927

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Annexes

Les conventions générales comptables ont été appliquées en conformité avec le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 relatif au Plan Comptable Général, le cas échéant, modifié par les règlements de l'Autorité des Normes Comptables postérieurs.

Elles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
Les frais accessoires sur achat sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les immobilisations corporelles sont composées de biens immobiliers investis dans le cadre des articles 217 undecies et 199 undecies A du CGI. La durée de portage prévue par la loi est de cinq ans à compter de la location de chaque bien immobilier.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat y compris les frais d'acquisition.
Le montant des frais d'acquisition des titres de participation inclus dans le solde à la clôture s'élève à 5 000€.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée au montant de la différence.

La foncière a acquis sur cet exercice des titres de participation à hauteur de 551 731€ et une grue pour 410 184€ dans le cadre de l'article 244 quater Y du CGI. La société s'engage à conserver les titres et à louer la grue dans le cadre exclusif d'une activité éligible à la loi d'incitation fiscale (loi pour le développement économique des outre-mer) pendant toute la durée requise par l'article 199 undecies B du CGI et pour une durée minimum de cinq ans à compter de la date de souscription et de livraison du bien.

Afin de développer son activité foncière, la société a acquis pour 3 500 000€ de titres de participation au sein de la SAS NOUVEL ELAN BATIGNOLLES, soit 29.17% du capital. Cet investissement permettra à la FONCIERE LE FEUNTEUN ainsi que ses filiales d'avoir un carnet de commandes qui s'étalera sur plus de 5 ans.

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

Un amortissement dérogatoire est calculé sur les frais d'acquisition des participations sur une durée de 5 ans.

STOCK ET EN-COURS

Les stocks concernent principalement l'activité de ventes en l'état futur d'achèvement (VEFA) et sont évalués au coût de production de chaque programme selon la méthode de l'avancement des travaux.

Le prix de revient comprend l'ensemble des coûts engagés pour la réalisation des programmes qui sont comptabilisés en charges de la période (foncier, travaux, honoraires liés aux travaux, etc.).

Il inclut notamment :

- Les coûts de structure qui comprennent les honoraires de gestion ainsi que les honoraires de commercialisation ;
- Les frais financiers provenant des moyens de financement mis en place spécifiquement pour le programme ;
- Les études préalables.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont incluses dans les stocks si la probabilité de réalisation de l'opération est élevée. Dans le cas contraire, en cas de risque de désistement, ces frais sont constatés en charges de l'exercice par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances par voie de provision, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PARTIES LIEES

Aucune transaction avec les parties liées n'est à signaler.

AUTRES FAITS MARQUANTS

A partir de l'exercice clos en 2023, la société a initié, pour diversifier ses activités, les secteurs opérationnels suivants :

- Promotion immobilière : achat de terrains nus ou bâtis, réalisation d'opérations immobilières (construction et/ou transformation) puis vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) ou par lots,
- Marchand de biens : achat de terrains nus ou bâtis en vue de la revente en l'état.

La société a acquis sur cet exercice un immeuble de bureaux de 1 355m² situé dans le quartier de l'Eraudière à Nantes.

Ce bien est occupé à 100% par le locataire AXA.

La Foncière a également acquis une maison à Theix-Noyaloy dans le but d'y construire un lot d'appartements.

INTEGRATION FISCALE

La société a conclu une convention d'intégration fiscale à compter du 01/05/2011. Les entreprises, adhérentes sont FONCIERE LE FEUNTEUN (société tête de groupe), GROUPE LE FEUNTEUN, BENETEAU CONSTRUCTION, et SERC MACONNERIE.

Depuis le 01/05/2012, trois nouvelles entités font partie de l'intégration fiscale. Il s'agit de LE FEUNTEUN CONSTRUCTION, LE FEUNTEUN MATERIEL, et CONCEPT ETUDE STRUCTURE.

La société LE FEUNTEUN VAL DE LOIRE entre dans le périmètre de l'intégration fiscale à compter du 01/05/2016.

La société LE FEUNTEUN ARMATURES rejoint le périmètre de l'intégration fiscale à compter du 01/05/2017, et La MALVILLOISE à partir du 01/05/2019.

- Impôt comptabilisé dans la société = -485 343€
- Impôt pour le paiement duquel l'entreprise est solidaire = 0€
- Impôt qui aurait été supporté en l'absence d'intégration fiscale = 0€
- Déficits reportables sur résultats propres = 0€

La société a investi dans des biens productifs neufs, et des biens immobiliers situés en Polynésie Française, dans le cadre d'un portage fiscal, sous les dispositions de l'article 244 quater Y du code général des impôts.

Le montant du projet est de 961 915€€ éligibles à la déduction fiscale permettant ainsi de réduire l'impôt à hauteur de 35% du montant investi, soit 336 670€.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre	995 376		1 950 000
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			410 184
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	-457		
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	994 920		2 360 184
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	4 674 644		4 051 731
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 674 644		4 051 731
TOTAL GENERAL	5 669 564		6 411 915

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre			2 945 376	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			410 184	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			-457	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 355 104	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			8 726 375	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			8 726 375	
TOTAL GENERAL			12 081 479	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	25 476	51 339		76 816
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels		22 218		22 218
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier				
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 476	73 557		99 034
TOTAL GENERAL	25 476	73 557		99 034

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.							

INCORPOREL.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	5 000			5 000
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	5 000			5 000
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	32 913	86 199		119 112
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	421 385	2 371 099	421 385	2 371 099
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	454 298	2 457 298	421 385	2 490 211
TOTAL GENERAL	459 298	2 457 298	421 385	2 495 211
Dotations et reprises d'exploitation		2 371 099	421 385	
Dotations et reprises financières		86 199		
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	23 210	23 210	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	40 418	40 418	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	1 222 889	1 222 889	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	1 916	1 916	
TOTAL GENERAL	1 288 433	1 288 433	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	72	72		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	2 115 665	111 553	610 104	1 394 008
Emprunts et dettes financières divers	1 480 361	90 842	577 188	812 331
Fournisseurs et comptes rattachés	162 671	162 671		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices	247 724	247 724		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	3 868	3 868		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 501 886	1 501 886		
Autres dettes	261 692	261 692		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	134 590	134 590		
TOTAL GENERAL	5 908 529	2 514 899	1 187 292	2 206 338
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 620 805			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	108 557			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	30/04/2024	30/04/2023	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
45587000	Intérêts courus C/C à recevoir	12 822,00		12 822,00
TOTAL AUTRES CREANCES		12 822,00		12 822,00
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		12 822,00		12 822,00

Compte	Libellé	30/04/2024	30/04/2023	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16884000	Int.courus s/emp.aup.etabli.crédit	4 378,85		4 378,85
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		4 378,85		4 378,85
DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40810000	Fournisseurs -fres non parvenues	29 635,36	13 882,40	15 752,96
TOTAL DETTE FOURNISSEURS CPTES RATTACH		29 635,36	13 882,40	15 752,96
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51860000	Intérets courus à payer	72,17		72,17
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		72,17		72,17
TOTAL CHARGES A PAYER		34 086,38	13 882,40	20 203,98

Compte	Libellé	30/04/2024	30/04/2023	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	1 915,84		1 915,84
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 915,84		1 915,84
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance	-134 590,27	-415 359,00	280 768,73
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-134 590,27	-415 359,00	280 768,73

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	110 000			1
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				